

Visite au Canada

du

**Président de la
République de Corée
Roh Tae-Woo**

Du 3 au 6 juillet 1991

Cahier de presse

Visite au Canada

du

**Président de la
République de Corée
Roh Tae-Woo**

Du 3 au 6 juillet 1991



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*

Table des matières

Le Président Roh Tae-Woo	1
Le ministre des Affaires étrangères Lee Sang-Ock	3
Le ministre du Commerce et de l'Industrie Lee Bong-Suh	5
Le Premier ministre Brian Mulroney	7
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	9
Le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur Michael Wilson	11
Les relations entre le Canada et la Corée	13
Les échanges commerciaux entre le Canada et la Corée	15
L'économie de la Corée	17
Les relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord	18
Fiche documentaire sur la Corée	20

Le Président Roh Tae-Woo

M. Roh Tae-Woo est né à Taegu, le 4 décembre 1932. Formé à l'Académie militaire de Corée, il a fait carrière dans l'armée et a pris sa retraite en 1981, avec le grade de général à quatre étoiles.

La même année, il a été nommé ministre d'État chargé de la Sécurité nationale et des Affaires étrangères, poste qu'il a occupé jusqu'à ce qu'on lui confie le nouveau portefeuille des Sports en 1982.

Il est devenu par la suite ministre de l'Intérieur, président du Comité organisateur des Jeux olympiques de Séoul et du Comité organisateur des Jeux asiatiques, et président du Comité olympique coréen et de l'Association coréenne des sports amateurs.

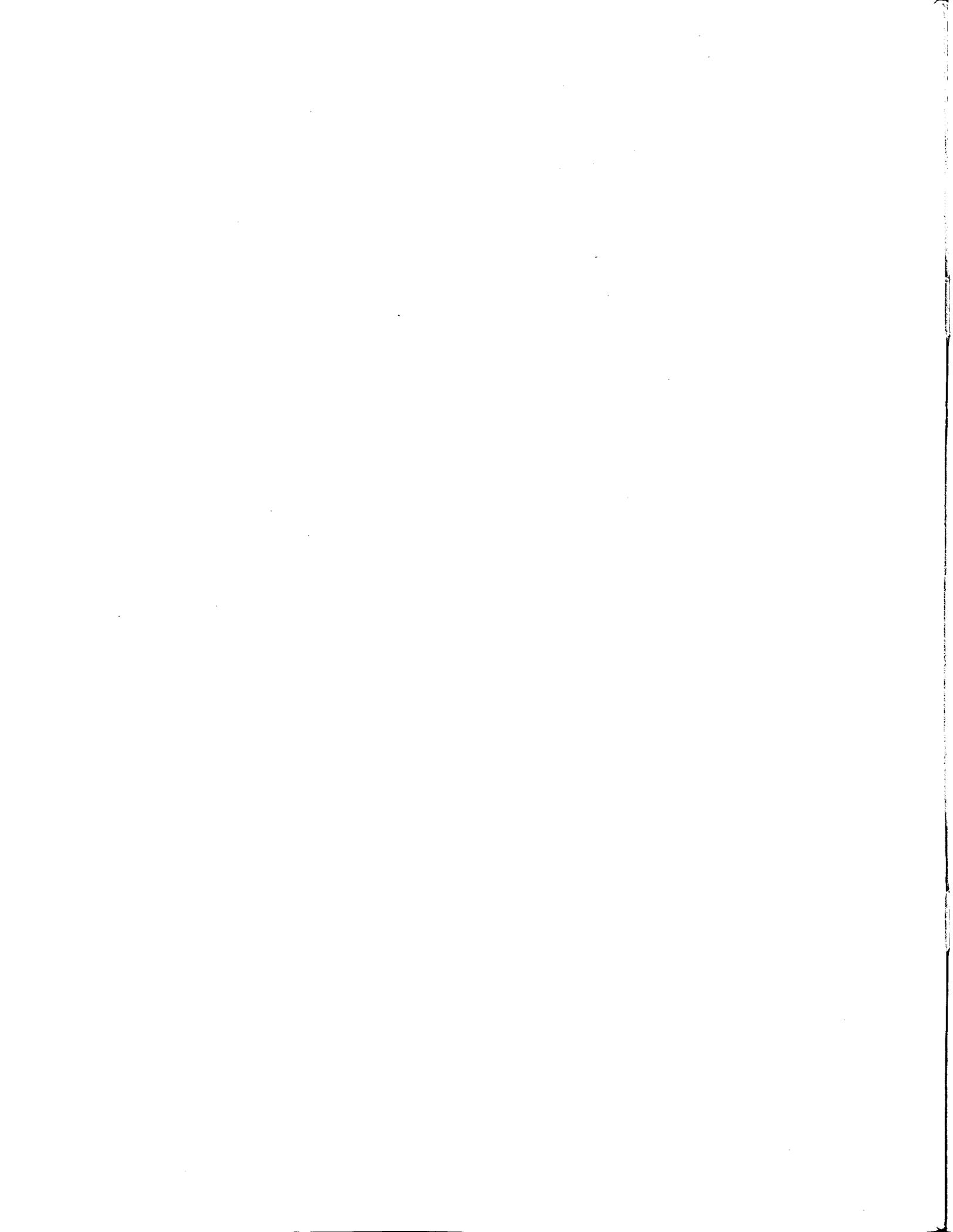
Il a aussi été membre de l'Assemblée nationale et chef du parti au pouvoir, le Parti de la justice démocratique.

En août 1987, M. Roh a accédé à la présidence du parti et il a dirigé le mouvement de révision de la Constitution. En décembre 1987, M. Roh a été élu Président de la Corée.

Depuis quatre ans, M. Roh a veillé à l'application d'importantes réformes démocratiques et mis en oeuvre une politique étrangère énergique qui s'appuie sur de solides liens avec les pays voisins et la communauté internationale.

M. Roh est marié à Kim Ock-Sook et ils ont deux enfants d'âge adulte.





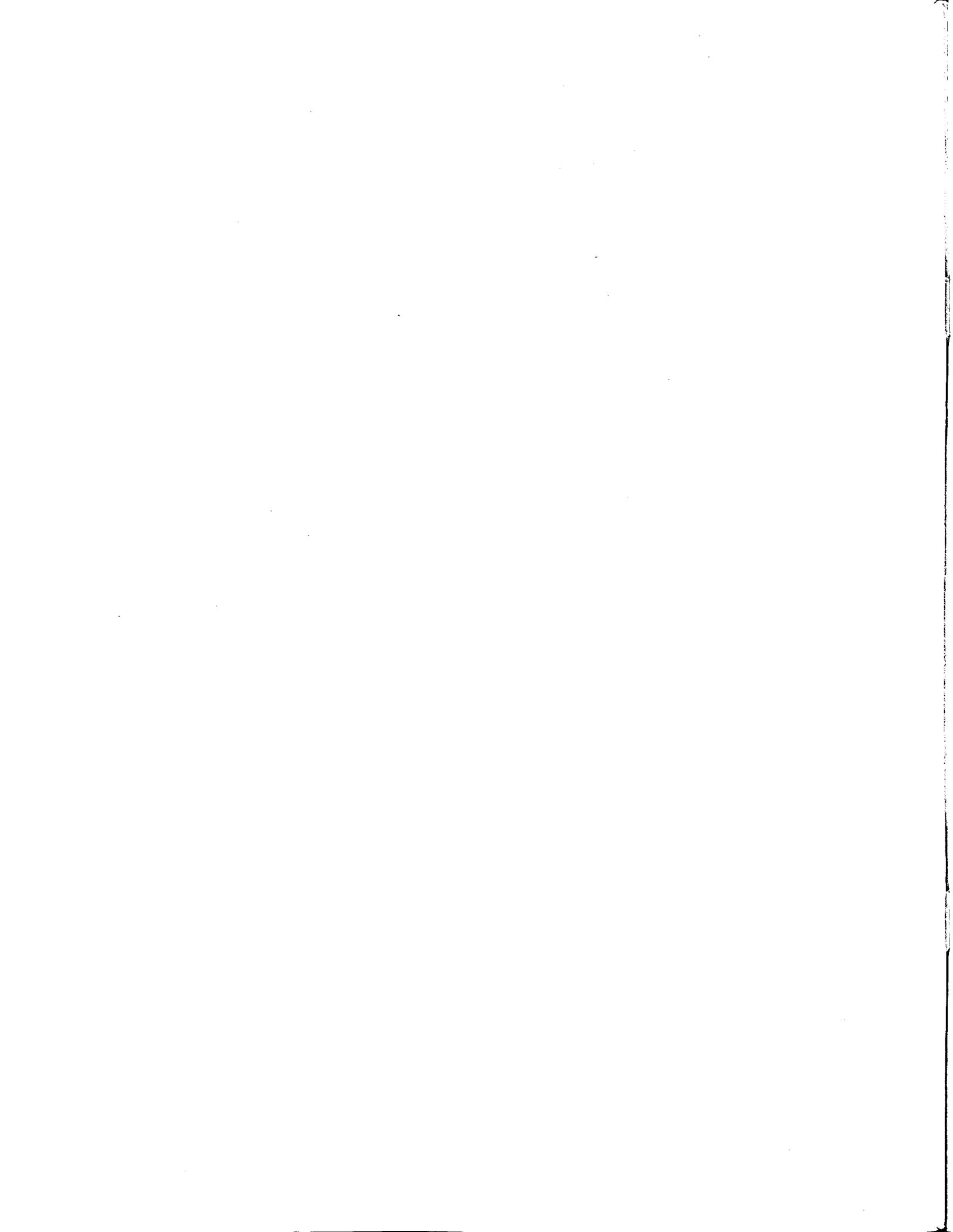
Le ministre des Affaires étrangères Lee Sang-Ock

M. Lee Sang-Ock est né le 25 août 1934 à Andong. Il a étudié les sciences politiques à l'Université nationale de Séoul et a poursuivi ses études supérieures à l'Université Georgetown de Washington.

M. Lee est un fonctionnaire de carrière; après être entré au ministère des Affaires étrangères en 1957, il a occupé différents postes, dont ceux de conseiller de l'ambassade de Corée à Washington, d'adjoint exécutif du Premier ministre, de ministre adjoint (Planification et Gestion), d'ambassadeur à Singapour, de ministre adjoint (Affaires politiques) et de vice-ministre des Affaires étrangères.

En 1986, il a été nommé ambassadeur, observateur permanent auprès du Bureau européen des Nations Unies et délégué permanent auprès des Organisations internationales à Genève. Il est devenu ministre des Affaires étrangères en décembre 1990.

M. Lee est marié et il a une fille et un fils.



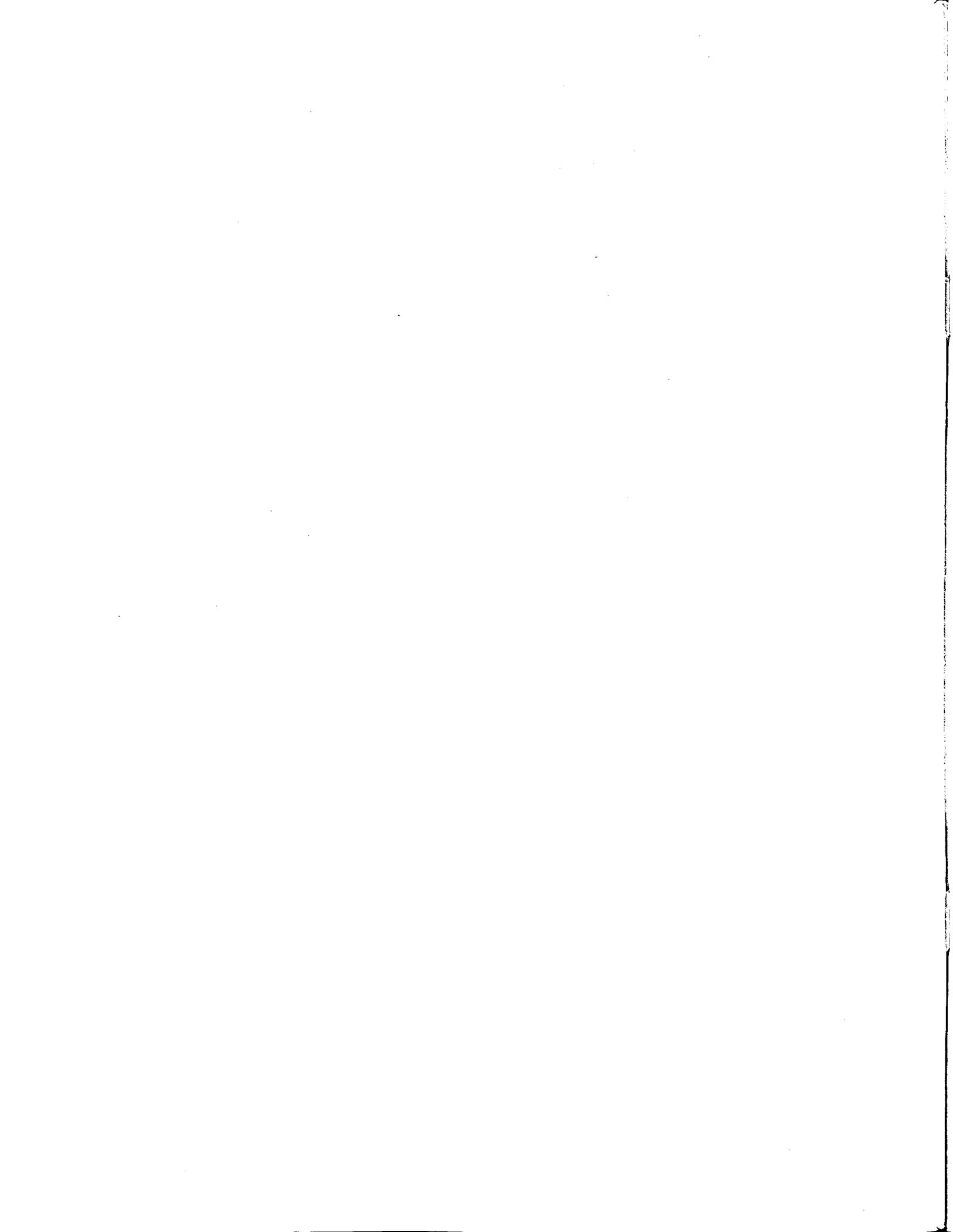
**Le ministre du Commerce et
de l'Industrie
Lee Bong-Suh**

M. Lee Bong-Suh est né à Séoul en 1936. Il a étudié à l'École Wharton de l'Université de Pennsylvanie et a obtenu un doctorat en économie de Harvard.

Avant de rentrer en Corée au début des années 70, M. Lee a travaillé à la Banque mondiale comme adjoint à l'enseignement à l'Institut de développement économique et comme économiste au département de l'Asie de la Banque.

En 1983, M. Lee a été nommé vice-ministre de l'Énergie et des Ressources. Il a été promu ministre de ce même ministère en 1988 et a occupé ce poste jusqu'à sa nomination comme ministre du Commerce et de l'Industrie, en mars 1991.

M. Lee est marié et il a trois filles.



Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.

**La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall**

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto le 12 novembre 1937. Elle a obtenu, en 1960, un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto et est devenue analyste financière agréée en 1973.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Puis elle a été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans des revues et à la télévision.

Elle a ensuite exercé pendant dix ans les fonctions d'analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers. De 1976 à 1981, M^{me} McDougall a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, elle a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers.

M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

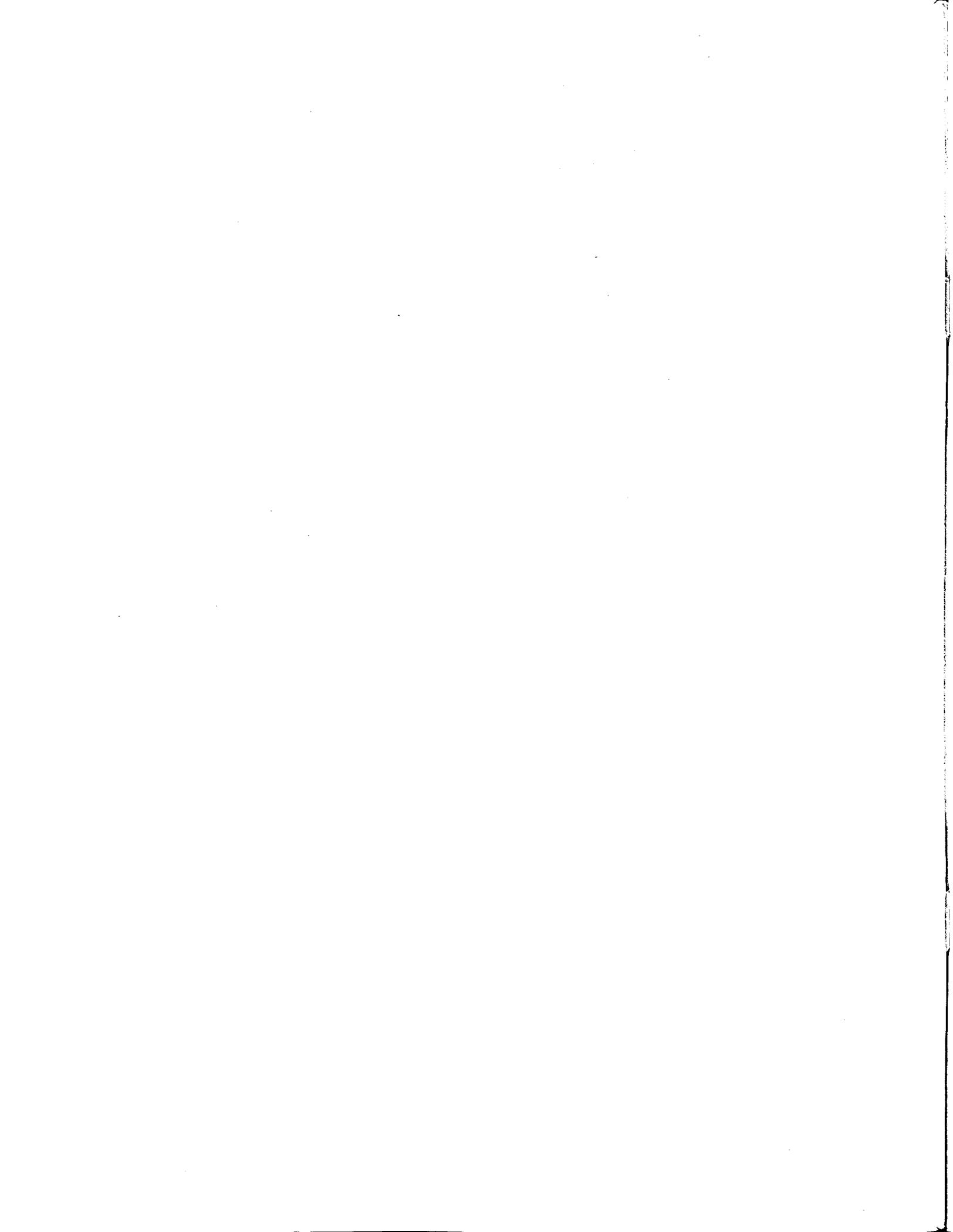
Elle a été nommée ministre d'État aux Finances dès son entrée en politique. De 1986 à 1988, elle détenait simultanément trois portefeuilles : elle était ministre d'État à la Privatisation, ministre responsable de la Condition féminine et ministre responsable des Affaires réglementaires.

M^{me} McDougall a été ministre de l'Emploi et de l'Immigration de mars 1988 jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



Elle préside le Comité du Cabinet chargé de la politique étrangère et de la défense, et elle fait partie du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification ainsi que du Comité du Cabinet sur l'unité canadienne et les négociations constitutionnelles.

M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes enseignant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



**Le ministre de l'Industrie,
des Sciences et de la Technologie
et ministre du Commerce extérieur
Michael Wilson**

Né à Toronto en 1937, M. Wilson a obtenu un baccalauréat en commerce de l'Université de Toronto. En 1959, il a commencé à travailler dans le secteur des services bancaires d'investissement à Londres, New York et Toronto. Il a également travaillé au ministère des Finances à Ottawa pendant deux ans.

En 1973, il est devenu vice-président exécutif de la Dominion Securities et a été chargé des finances internationales et publiques, ainsi que du financement des entreprises.

Élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979 dans la circonscription torontoise d'Etobicoke Centre, M. Wilson a occupé le poste de ministre d'État au Commerce extérieur dans le gouvernement de M. Clark.

De 1980 à 1984, il a été critique de l'Opposition en matière d'industrie et de commerce d'abord, puis d'énergie, d'expansion industrielle régionale et enfin, de finances. En 1983, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur.

M. Wilson a été réélu à la Chambre des communes lors des élections générales de 1980, 1984 et 1988. En 1984, le Premier ministre Mulroney le nommait ministre des Finances et il l'a confirmé dans ces fonctions à l'issue des élections générales de 1988.

En sa qualité de ministre des Finances, M. Wilson a participé de près à la négociation de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et a dirigé la modernisation du régime fiscal canadien.



M. Wilson est président du Comité du Cabinet chargé de la politique économique et du commerce, et membre du Comité du Cabinet chargé des priorités et de la planification, de celui des opérations et de la planification, de même que du Comité du Cabinet sur l'unité canadienne et les négociations constitutionnelles.



Les relations entre le Canada et la Corée

L'intérêt du Canada à l'égard de la Corée prend racine dans son désir de préserver la stabilité dans la péninsule coréenne et de développer et protéger ses propres intérêts, commerciaux et autres, de plus en plus nombreux dans la région.

La présence du Canada dans la péninsule coréenne et auprès de la population remonte à la fin du XIX^e siècle, à l'époque où des missionnaires canadiens y ont joué un rôle important dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le Canada a commencé à jouer un rôle officiel dans ce pays en 1947 à titre de membre de la Commission des Nations Unies chargée de superviser le déroulement des élections libres. Il a reconnu officiellement la Corée en 1948.

Le Canada a fourni 26 791 militaires aux forces de l'ONU durant la guerre de Corée (1950-1953), le quatrième contingent en importance, et perdu 516 militaires.

Les relations entre les deux pays reposent sur le fait que le Canada défend l'intégrité politique et territoriale de la République de Corée (Corée du Sud), même si le gouvernement de la République démocratique populaire de Corée (Corée du Nord) soutient être le seul gouvernement légitime de la péninsule coréenne.

Durant les années 80, les relations bilatérales se sont resserrées grâce à de nombreuses visites de haut niveau. Les plus récentes ont été celle du secrétaire d'État du Canada à Séoul, en septembre 1990 et celle du ministre coréen du Commerce et de l'Industrie au Canada, en avril 1991.

Ces échanges de haut niveau sont renforcés par la présence au Canada de plus de 80 000 résidents d'origine coréenne, par un afflux constant d'immigrants coréens, notamment des chefs d'entreprise, et par les voyages au Canada d'hommes d'affaires, de familles et d'un nombre de plus en plus grand de touristes.

Des consultations politiques annuelles au niveau des hauts fonctionnaires constituent un excellent moyen de sonder le point de vue des Coréens sur des questions d'intérêt international et régional, et montrent que le Canada considère la Corée comme un précieux interlocuteur.

En 1989, les ministres du Commerce des deux pays sont convenus que des consultations devraient se tenir régulièrement. Pour ce faire, les deux pays ont négocié un protocole d'entente sur diverses questions économiques et commerciales, qui sera ratifié à l'occasion de la visite du président Roh en juillet 1991.

Les réunions annuelles du Conseil canado-coréen des affaires sont une autre occasion de renforcer les relations d'affaires et d'explorer les possibilités commerciales.

Les relations commerciales entre le Canada et la Corée sont régies par une entente bilatérale sur le commerce datant de 1966 et par la participation des deux pays à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le Canada et la Corée se donnent l'un l'autre le traitement de la nation la plus favorisée. La Corée bénéficie de plus du Tarif préférentiel général.

Les relations commerciales entre les deux pays se sont considérablement développées depuis l'ouverture, en 1973, de l'ambassade du Canada à Séoul. La Corée et le Canada occupaient l'un pour l'autre le rang de sixième partenaire commercial en 1990, et le Canada est actuellement en importance le troisième point de chute des investissements coréens. En 1990, la Corée était dans la région de l'Asie et du Pacifique, le deuxième partenaire commercial du Canada après le Japon, et son troisième marché, après le Japon et la Chine.

Le charbon est le plus important produit d'exportation du Canada vers la Corée. Le Canada, lui, importe des automobiles, des textiles, des vêtements, des chaussures, des produits sidérurgiques et des appareils électroniques de consommation courante.

En décembre 1990, les négociations pour la vente à la Corée d'un deuxième réacteur nucléaire CANDU ont pris fin. Une entente relative à des services aériens a été signée en septembre 1989. La coopération dans les secteurs du sport et de la culture s'est intensifiée considérablement ces dernières années.

Les échanges commerciaux entre le Canada et la Corée

Les statistiques commerciales de 1990 révèlent que la Corée est, après le Japon, notre plus important partenaire commercial dans le Pacifique et notre sixième partenaire commercial dans le monde. En fait, en tant que marché d'exportation, la Corée a pris le pas sur la France, l'Europe de l'Est et l'Amérique latine.

En 1990, les exportations du Canada vers la Corée se sont chiffrées à 1,56 milliard \$, les échanges commerciaux bilatéraux dépassant 3,8 milliards \$. C'est une baisse de près de 5 p. 100 par rapport à 1989, alors que le commerce bilatéral se chiffrait à plus de 4 milliards. Ceci démontre la tendance du commerce canadien à l'échelle mondiale.

Au cours des quatre premiers mois de 1991, le commerce entre le Canada et la Corée a augmenté de 9,3 p. 100 (soit 1 151,7 millions \$US). Les exportations canadiennes vers la Corée étaient en hausse de 30,3 p. 100 (soit 643,2 millions \$US), tandis que les exportations de la Corée vers le Canada accusaient une baisse de 11 p. 100 (soit 508,6 millions \$US). Cela a entraîné un excédent de 134,7 millions \$US pour le Canada alors que pour la même période, en 1990, on enregistrait un déficit de 78,1 millions \$US.

Les exportations coréennes vers le Canada se composent principalement de produits entièrement manufacturés, notamment des ordinateurs, des automobiles, des appareils ménagers, des chaussures et des textiles.

Les milieux d'affaires canadiens cherchent à augmenter l'accès des produits agricoles canadiens au marché coréen et l'accès des banques canadiennes au marché coréen des services financiers.

Le charbon, l'aluminium, le soufre, l'uranium, la potasse, le cuivre et le minerai de fer continuent de dominer les exportations canadiennes de produits à base de matières premières. En 1990, nos exportations de minéraux ont, à elles seules, atteint plus de 600 millions \$, soit près de la moitié de l'ensemble de nos exportations à destination de la Corée. Les produits entièrement manufacturés constituent moins de 8 p. 100 des exportations du Canada vers la Corée.

Le Canada s'est fixé des objectifs commerciaux précis dans plusieurs domaines. Il veut : améliorer sa part du marché coréen de produits à base de matières premières, trouver des débouchés pour l'industrie agro-alimentaire et poissonnière, élargir les possibilités d'exportation de ses produits manufacturés dans des secteurs comme la défense, l'aérospatiale et la biotechnologie, améliorer les conditions d'accès des entreprises canadiennes au secteur des services et stimuler les investissements directs en provenance de la Corée.

Afin de souligner les capacités du Canada dans les secteurs de pointe que sont les télécommunications, l'électronique et l'aérospatiale, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada a organisé à Séoul, en mars 1988, une Semaine du Canada, en mars 1990, une autre manifestation de moindre envergure et en novembre 1990, une Semaine du commerce et de la technologie. Un événement similaire est prévu pour l'automne de 1991.

Il faut mentionner, parmi d'autres initiatives, des missions commerciales faites dans le cadre de programmes gouvernementaux au Canada et à l'étranger, dans les secteurs de l'aérospatiale, des produits de la défense, des pièces d'automobile, de l'énergie, des télécommunications, des instruments et des aliments transformés.

La vente récente d'un deuxième réacteur nucléaire CANDU est un événement de bon augure en ce qui a trait aux futures ventes du Canada dans ce domaine. De plus, les co-entreprises dans des marchés tiers, comme celle qui a donné lieu récemment à la vente de niveleuses de route par la société Champion pour une valeur de 3 millions \$ à une entreprise de construction coréenne engagée dans la reconstruction du Koweït, illustrent bien la capacité des deux pays à exploiter conjointement d'autres marchés.

Pour ce qui est des investissements, le projet d'expansion, annoncé récemment par l'entreprise Sammi Steel, de ses installations de Tracy (Québec), au coût de 350 millions \$, en fera le plus important fabricant d'aciers spéciaux au monde. Cet investissement reflète la confiance des entreprises coréennes dans la stabilité du Canada.

L'économie de la Corée

Au cours de la dernière décennie, l'expansion économique de la Corée a été parmi les plus fortes du monde. Après avoir vu son Produit national brut (PNB) dépasser les 10 p. 100 pendant trois années consécutives (de 1986 à 1988), la Corée a éprouvé certaines difficultés en 1990-1991.

L'économie de la Corée traverse actuellement une période de rajustement au cours de laquelle le fardeau de la croissance économique reposera davantage sur la consommation intérieure plutôt que sur les marchés d'exportation, phénomène tout à fait normal dans une société industrialisée. Bien que l'inflation demeure inquiétante (elle a augmenté de 9,4 p. 100 en 1990), le PNB devrait connaître une hausse de 9 p. 100 en 1991.

La base de l'économie coréenne demeure très solide. Travaillant en moyenne 51 heures par semaine, les travailleurs coréens continuent d'être parmi les mieux instruits, les plus disciplinés et les plus laborieux du monde.

Tout porte à croire que la Corée a amorcé la difficile transition d'une économie à forte concentration de main-d'oeuvre, peu axée sur la technologie (la Corée est le troisième exportateur de produits textiles au monde), à une économie de plus en plus orientée vers les techniques de pointe. On estime en effet que d'ici l'an 2000, plus de 30 p. 100 de la production industrielle sera concentrée dans ce secteur.

On prévoit que l'économie coréenne connaîtra dans les années 90 un taux de croissance moyen de l'ordre de 7 p. 100. À ce rythme, le volume des échanges commerciaux de la Corée devrait dépasser les 400 milliards \$ d'ici l'an 2000 tandis que le PNB par habitant serait d'environ 15 000 \$US. La Corée connaîtrait alors un niveau de vie comparable à celui de nombreux pays de l'OCDE, y compris le Royaume-Uni.

Enjeux économiques actuels

L'économie coréenne, avec un taux de croissance de son PNB de 9,2 p. 100, a affiché un très bon rendement en 1990. Toutefois, quatre années d'excédents commerciaux se sont soldées par un déficit de la balance commerciale de 4,8 milliards \$US (69,8 milliards \$ d'importations et 65 milliards \$ d'exportations) imputable à la flambée des prix du pétrole, à un ralentissement de la croissance des exportations (3 p. 100 de plus qu'en 1989) et à une forte augmentation des importations (14,6 p. 100 de plus qu'en 1989).

Après avoir enregistré en 1989 un excédent de 5,1 milliards \$US, la Corée a connu en 1990 un déficit des comptes courants – le premier depuis 1985 et le plus important depuis 1982 – de l'ordre de 2,1 milliards \$US.

Les planificateurs prévoient que la Corée continuera de se développer grâce au déplacement vers la demande intérieure d'une part importante de sa croissance économique. La production industrielle a progressé rapidement. En fait, dans certains secteurs, la production parvient difficilement à satisfaire à la demande des consommateurs.

Sur le plan des relations de travail, une atmosphère de paix relative a suscité une confiance renouvelée dans les industries d'exportation coréennes, qui ont connu en 1990 une croissance soutenue mais moins spectaculaire. Parallèlement, les exportations coréennes continuent de se diversifier progressivement et celles qui sont destinées à l'Amérique du Nord tendent à diminuer au profit de la Communauté européenne, du Japon et de l'Association des pays du Sud-est asiatique.

Les relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord

La paix et la prospérité à long terme en Asie du Nord-Est est tributaire d'une diminution des tensions entre la Corée du Sud et la Corée du Nord.

Depuis la guerre de Corée (1950 à 1953), la rivalité entre la Corée du Sud (République de Corée) et la Corée du Nord (République populaire démocratique de Corée) a été la principale source de tension en Asie du Nord-Est. Les deux républiques maintiennent des centaines de milliers de soldats de chaque côté de la zone démilitarisée ce qui laisse les perspectives de stabilité dans la péninsule coréenne assez incertaines.

Le Sud a remporté des succès diplomatiques en tenant les Jeux olympiques de 1988, en établissant des relations diplomatiques avec pratiquement tous les pays d'Europe de l'Est et 141 États dans le monde. Ces succès ont connu leur point culminant en 1990 par l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS et de relations de travail avec la Chine.

L'économie de marché du Sud continue de croître à un rythme record tandis que l'économie de la Corée du Nord, planifiée par l'État, stagne toujours. De plus, la prospérité de la Corée du Sud lui a permis de réduire l'écart entre sa puissance militaire et celle de sa voisine du Nord.

Même si jusqu'à présent l'URSS et la Chine ont été les principaux bienfaiteurs de la Corée du Nord sur les plans militaires et économiques, leur rapprochement de la Corée du Sud ainsi que leurs propres problèmes économiques ont contribué à isoler encore davantage la Corée du Nord.

En principe, la Corée du Sud et la Corée du Nord sont toujours en guerre, aucun traité de paix n'ayant officiellement mis fin aux hostilités. Les deux Corées demeurent pour ainsi dire totalement isolées l'une de l'autre, ce qui divise plus de dix millions de familles coréennes. Les voyages d'un pays à l'autre sont interdits, il n'y a pas de liaisons téléphoniques ou postales et il est impossible d'écouter la télévision et la radio ou de lire des journaux en provenance de l'autre pays.

Cependant, les deux pays ont récemment autorisé l'établissement de relations commerciales (le Sud a promulgué une loi facilitant le commerce entre les deux Corées). Le volume des échanges demeure toutefois limité – seulement 22 millions \$ en 1989.

Bien que des pourparlers sporadiques entre le Nord et le Sud n'aient donné que peu de résultats, certains événements récents permettent de croire qu'il y a peut-être de l'espoir. Depuis septembre 1990, les Premiers ministres de la Corée du Sud et de la Corée du Nord se sont rencontrés à trois reprises. C'est la première fois depuis la fin de la guerre de Corée que des rencontres ont lieu à des niveaux aussi élevés. Ces rencontres n'ont toutefois pas encore produit de résultats spectaculaires.

Le Sud continue de soutenir que de modestes mesures propres à accroître la confiance devraient constituer la première étape de l'amélioration des relations Nord-Sud. Il est d'avis qu'il faudrait conclure une entente de base prévoyant des mesures précises comme les visites entre les familles, la liberté de correspondance et un accès aux émissions de radio et de télévision avant d'aborder les questions politiques et militaires dans un pacte de non-agression.

La Corée du Nord continue d'exiger la signature d'une déclaration de non-agression générale entre les deux Corée avant de discuter de l'adoption de mesures de confiance précises avec le Sud. Elle a toujours soutenu, dans ses discussions avec le Sud, que la présence des forces américaines en Corée du Sud est la principale entrave à l'amélioration de leurs relations.

Faute d'entente majeure sur les questions stratégiques, les deux parties continuent de faire de la diplomatie par le sport. Les deux pays ont conclu un accord sans précédent en février 1991, soit d'envoyer une équipe unique à deux compétitions athlétiques internationales. Et récemment, ils ont tous deux accepté de demander leur adhésion à l'ONU cette année, ce qui met fin à un sujet de confrontation qui dure depuis des décennies.

Le Canada a développé des liens amicaux avec le gouvernement de la Corée du Sud au point où ce pays est devenu notre deuxième partenaire commercial dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le Canada ne reconnaît pas la Corée du Nord et n'entretient pas de relations diplomatiques avec le régime nord-coréen et il a très peu d'intérêts commerciaux ou autres en Corée du Nord.

Fiche documentaire sur la Corée

Données générales

Superficie	99 117 km ²
Population	42,8 millions (1990)
Capitale	Séoul (environ 11 millions d'habitants en 1990)
Langue	Coréen
Monnaie	Won coréen (W)

Politique

Type de gouvernement	République constitutionnelle dotée d'une assemblée nationale élue et d'un pouvoir centralisé entre les mains d'un président exécutif
Président	M. Roh Tae-Woo
Premier ministre	M. Chong Won-Shik
Ministre des Affaires étrangères	M. Lee Sang-Ock
Ministre du Commerce et de l'Industrie	M. Lee Bong-Suh

Économie

PNB	230 milliards \$US (1990) Taux de croissance de 9,2 % en 1990 Taux de croissance de 9 % prévu pour 1991
PNB par habitant	5 000 \$US (1990)
Taux de change	1 \$CAN = 630 wons (juin 1991)
Taux d'inflation	9,4 % (1990)
Taux de chômage	2,4 % (1990)

Échanges

Valeur des échanges de la Corée avec le Canada (en millions \$CAN)

	1986	1987	1988	1989	1990
Exportations	1 749	1 844	2 272	2 441	2 252
Importations	958	1 167	1 200	1 592	1 563
Balance	791	676	1 072	849	689
Total	2 707	3 011	3 472	4 033	3 815

Principales importations coréennes en provenance du Canada

Charbon, aluminium, soufre, uranium, potasse, minerais, fer et acier, pâte à papier, matériel de télécommunication

Principales exportations coréennes à destination du Canada

Ordinateurs, véhicules et pièces d'automobile, appareils électroniques (téléviseurs, magnétoscopes), chaussures, textiles et accessoires, vêtements, fer et acier

Valeur des échanges mondiaux de la Corée (en milliards \$US)

	1986	1987	1988	1989	1990
Exportations	34,7	47,3	61,2	62,4	65,0
Importations	31,7	41,0	51,4	61,4	69,8
Balance	3,0	6,3	9,8	1,0	(4,8)

Principaux partenaires commerciaux de la Corée (1990)

Exportations

1. États-Unis
2. Japon
3. Hong Kong
4. RFA
5. Royaume-Uni
6. Canada
7. Chine

Importations

1. Japon
2. États-Unis
3. RFA
4. Australie
5. Malaisie
6. Canada
7. Chine

Représentation diplomatique

Représentation canadienne en Corée

Représentation coréenne au Canada

L'ambassadeur Brian Schumacher

L'ambassadeur Park Kun-Woo

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20082956 5

DOCS

CA1 EA 91V39 EXF

Visit to Canada by Roh Tae-Woo
President of the Republic of Korea
: July 3-6, 1991 : briefing book.

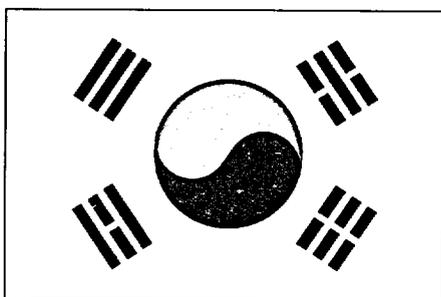
--

43276805

doc
CA1
EA
91V39
EXF

.b2786795(E)

.b2786801(F)



Visit to Canada

by

**Roh Tae-Woo
President of the
Republic of Korea**

July 3-6, 1991

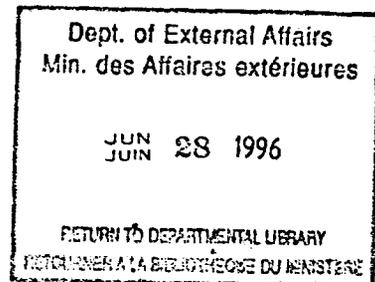
Briefing Book

Visit to Canada

by

Roh Tae-Woo
President of the
Republic of Korea

July 3-6, 1991



43-276-805(ce)
43-276-806(f) 62786801



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Contents

President Roh Tae-Woo	1
Minister of Foreign Affairs Lee Sang-Ock	3
Minister of Trade and Industry Lee Bong-Suh	5
Prime Minister Brian Mulroney	7
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	9
Minister of Industry, Science and Technology and Minister for International Trade Michael Wilson	11
Canada-Korea Relations	13
Canada-Korea Trade	14
The Korean Economy	15
Relations between South and North Korea	16
Republic of Korea Fact Sheet	18

President
Roh Tae-Woo

Roh Tae-Woo was born in Taegu, Korea, on Dec. 4, 1932. Educated at the Korean Military Academy, he made his career in the military and retired a four-star general in 1981.

In the same year, Mr. Roh was appointed minister of state for national security and foreign affairs, a post he held until his appointment as the first minister of sports in 1982.

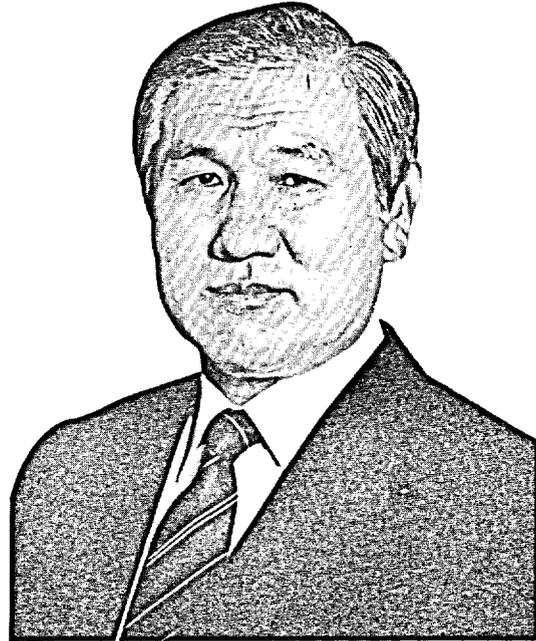
Mr. Roh subsequently held positions as minister of home affairs and president of the Seoul Olympic Organizing Committee, the Asian Games Organizing Committee, the Korean Olympic Committee, and the Korean Amateur Sports Association.

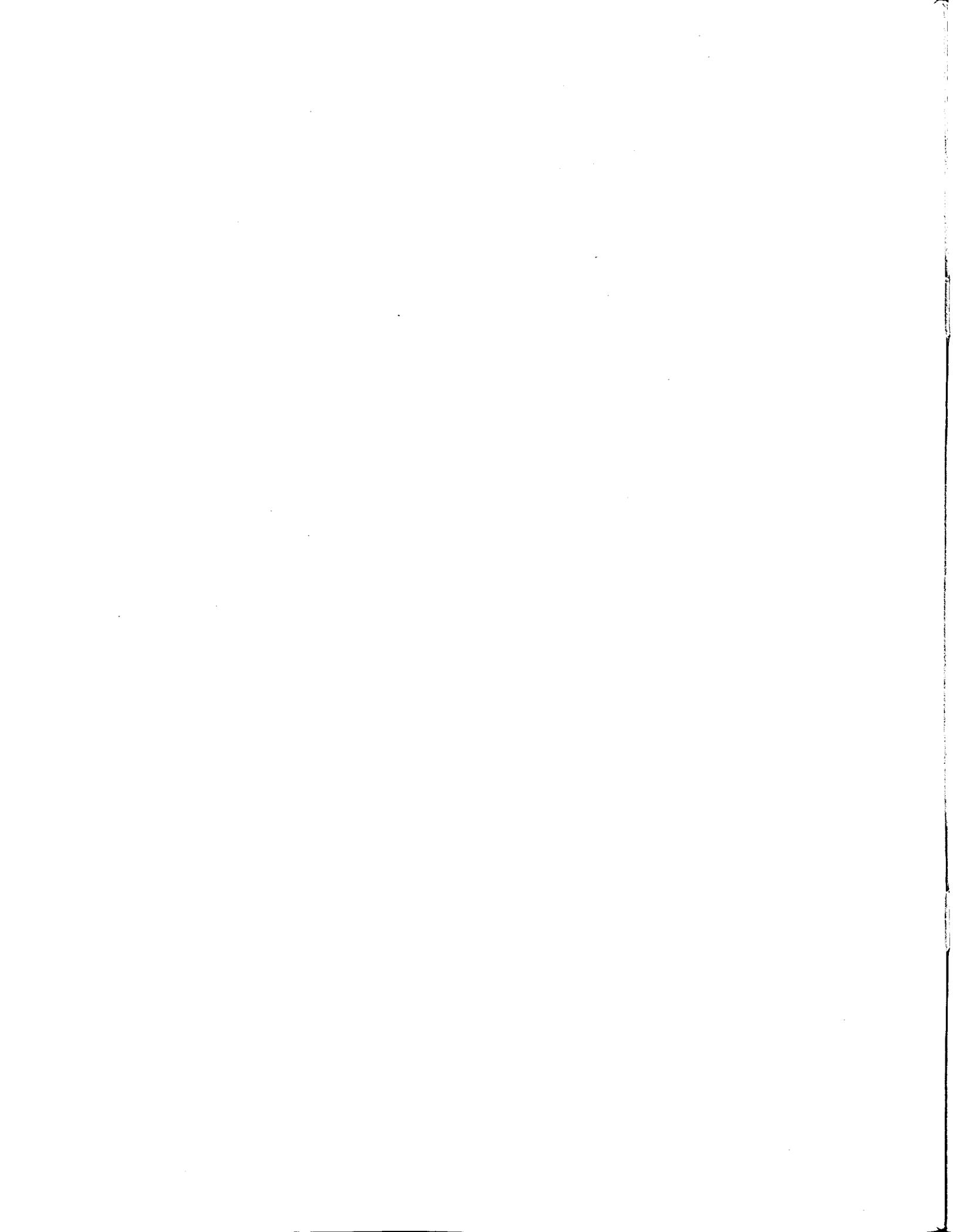
Mr. Roh has also been a member of the National Assembly and chairman of the ruling Democratic Justice Party.

In August 1987, Mr. Roh was chosen party president and led an effort to revise the constitution. In December 1987, Mr. Roh was elected president of the Republic of Korea.

Over the past four years, Mr. Roh has overseen extensive democratic reforms and initiated a foreign policy that builds on solid ties with neighbouring countries and the international community.

Mr. Roh is married to Kim Ock-Sook and has two grown children.





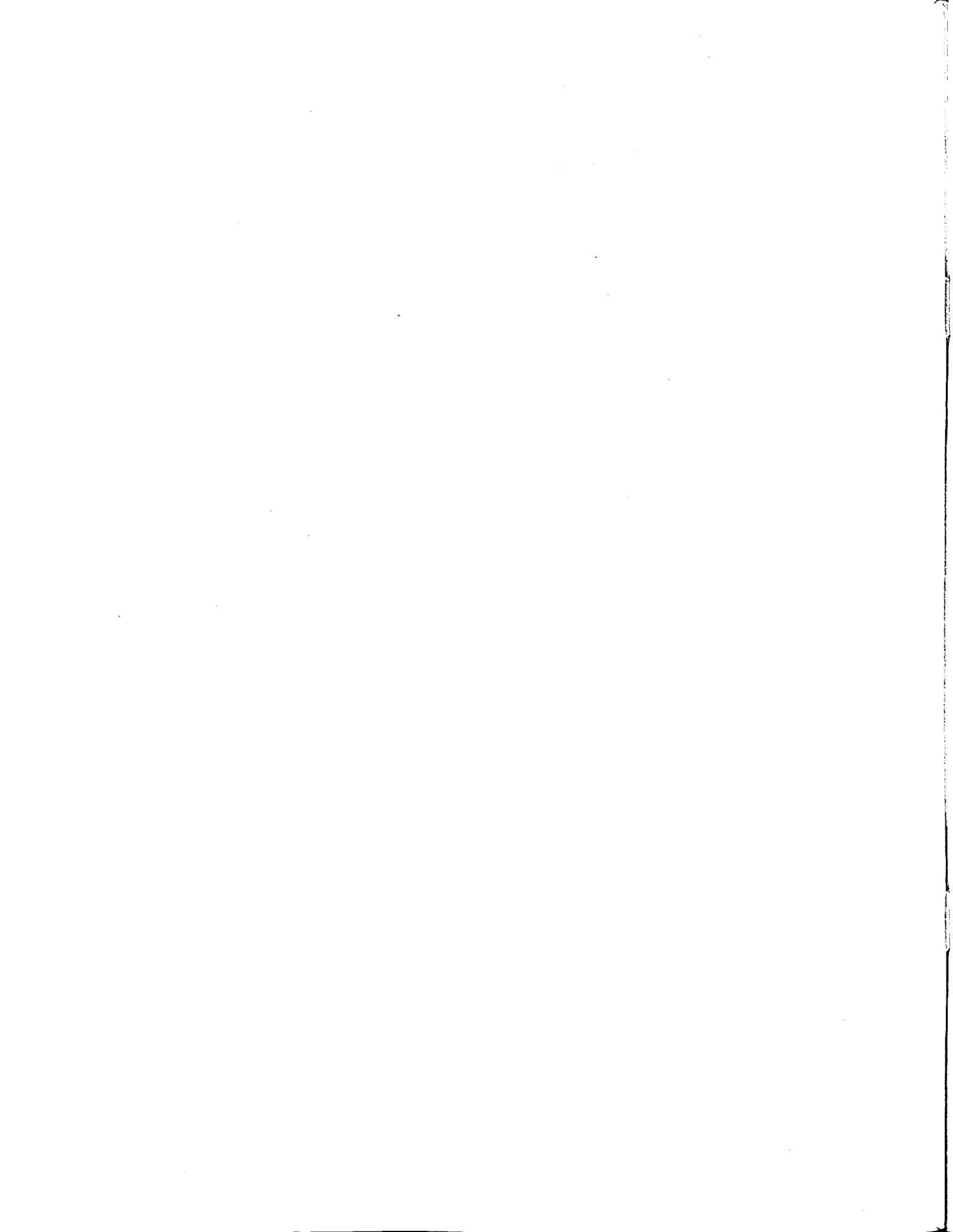
**Minister of Foreign Affairs
Lee Sang-Ock**

Lee Sang-Ock was born Aug. 25, 1934, in Andong, Korea. He studied political science at Seoul National University and carried out graduate studies at Georgetown University in Washington.

Mr. Lee is a career public servant. After joining the Ministry of Foreign Affairs in 1957, he held a variety of positions, including counsellor for the Korean Embassy in Washington, executive assistant to the prime minister; assistant minister for planning and management; ambassador to Singapore; assistant minister for political affairs; and vice minister of foreign affairs.

In 1986, Mr. Lee was named ambassador, permanent observer to the European Office of the United Nations, and permanent delegate to the International Organizations in Geneva. In December 1990, he was appointed minister of foreign affairs.

Mr. Lee is married and has a daughter and a son.



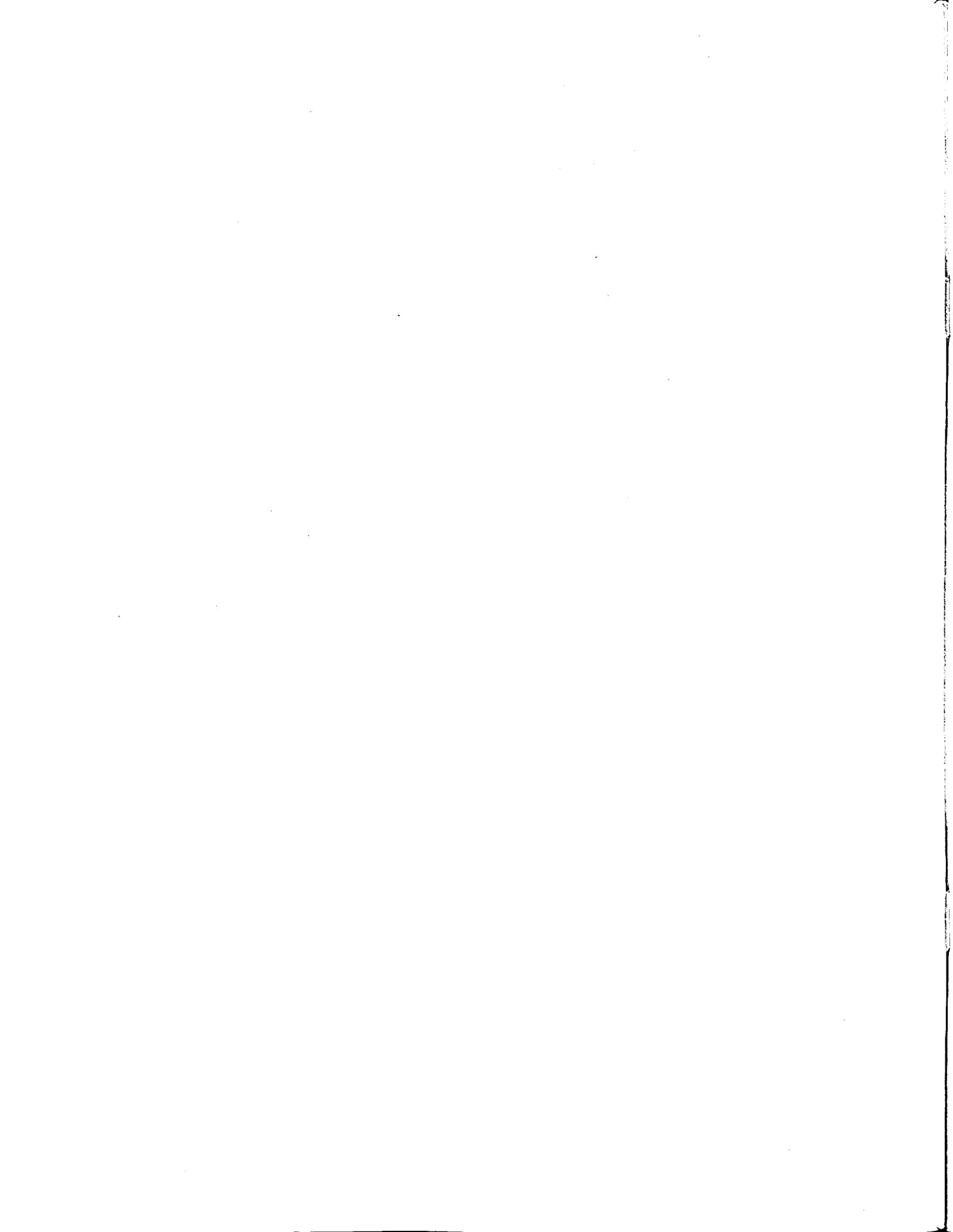
**Minister of Trade and Industry
Lee Bong-Suh**

Born in Seoul in 1936, Lee Bong-Suh studied at the Wharton School, University of Pennsylvania, and earned a doctorate in economics at Harvard University.

Before returning to Korea in the early 1970s, Mr. Lee worked as a teaching fellow at the Economic Development Institute of the World Bank and as an economist in the bank's Asia department.

In 1983, Mr. Lee was named vice-minister of energy and resources. He was promoted to minister of energy and resources in 1988 and remained in the office until March of 1991, when he was named minister of trade and industry.

Mr. Lee is married and has three daughters.



Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on Aug. 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on Nov. 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall

Born in Toronto on Nov. 12, 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree in 1960. She became a chartered financial analyst in 1973.

Mrs. McDougall began her career as an economic analyst in banking. She has also worked as a market research analyst and as a business journalist on national magazines and in television.

For 10 years, Mrs. McDougall was an investment analyst specializing in forest products. From 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984 in the Toronto riding of St. Paul's. She was reelected in the same riding in November 1988.

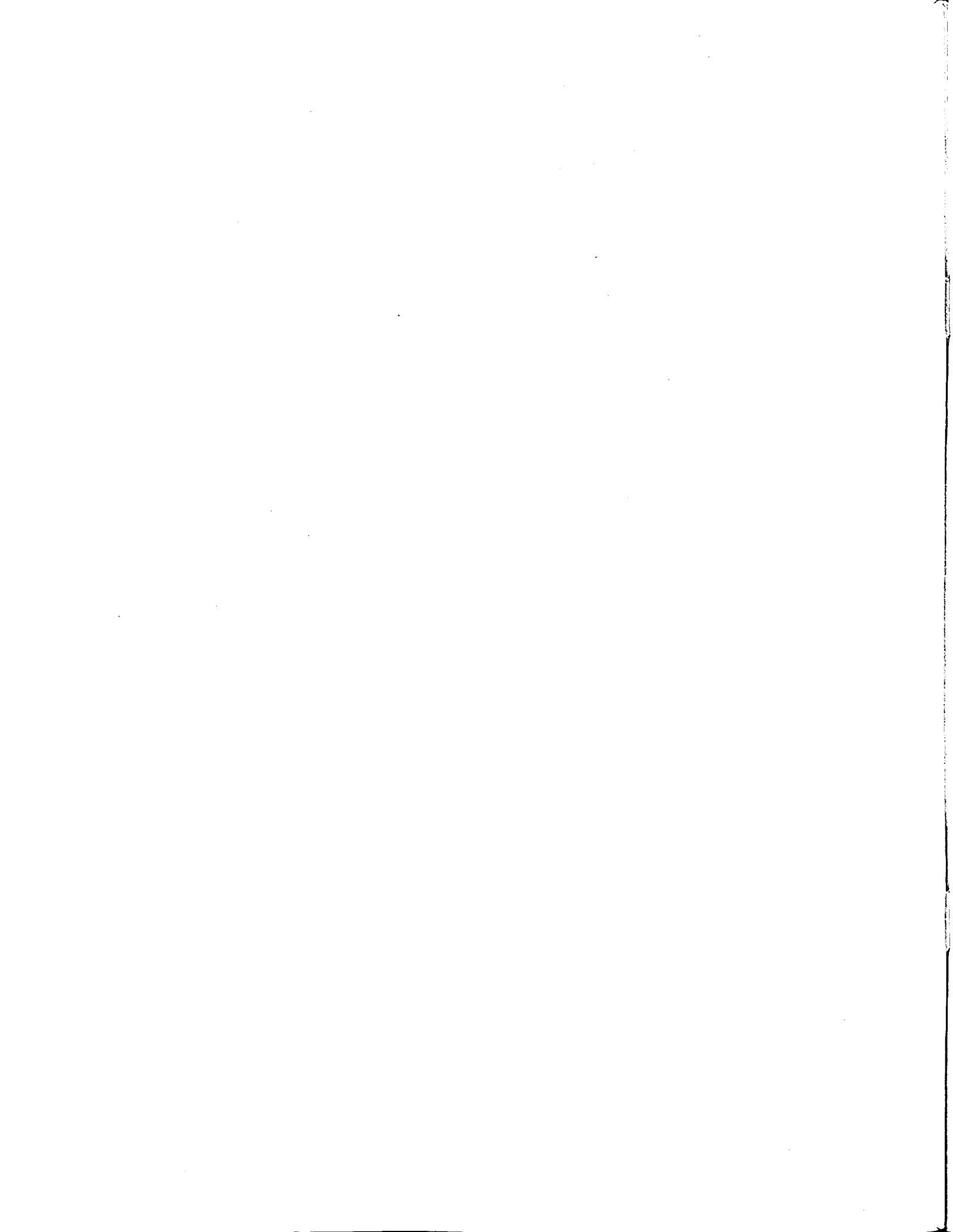
In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). Between 1986 and 1988, she held three cabinet posts at the same time: minister of state (privatization), minister responsible for the status of women, and minister responsible for regulatory affairs.

Mrs. McDougall was minister of employment and immigration from March 1988 until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



She chairs the Cabinet Committee on Foreign Affairs and Defence Policy. She is a member of the Planning and Priorities Committee of Cabinet and the Cabinet Committee on Canadian Unity and Constitutional Negotiations.

As a volunteer, Mrs. McDougall chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto. She has also been a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens, and was vice-chair of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



**Minister of Industry,
Science and Technology
and Minister for International Trade
Michael Wilson**

Born in 1937 in Toronto, Mr. Wilson holds a bachelor of commerce degree from the University of Toronto. In 1959, he went into investment banking, gaining experience in London, New York and Toronto. He also spent two years with the Department of Finance in Ottawa.

In 1973 Mr. Wilson became executive vice-president of Dominion Securities, with particular responsibilities for international, corporate and government finance.

First elected to the House of Commons in 1979 in the Metropolitan Toronto riding of Etobicoke Centre, Mr. Wilson served as minister of state for international trade in the Clark cabinet.

Between 1980 and 1984, he was the Opposition critic for, successively, industry, trade and commerce; energy; regional industrial expansion; and finance. In 1983 he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party.

Mr. Wilson was reelected to the House of Commons in the general elections of 1980, 1984 and 1988. He was appointed minister of finance in 1984 by Prime Minister Mulroney and was returned to that position following the 1988 general election.

As minister of finance, Mr. Wilson was closely involved in negotiating the Canada-U.S. Free Trade Agreement and oversaw the modernization of the country's tax system.



Mr. Wilson chairs the Cabinet Committee on Economic and Trade Policy and is a member of cabinet committees on policy and planning, operations and expenditure review, and Canadian unity and constitutional negotiations.



Canada-Korea Relations

Canadian interest in the Republic of Korea stems from the Canadian desire to ensure continued stability on the Korean peninsula and to develop and protect our growing commercial and other interests.

Canada's involvement in the Korean peninsula and with its people began in the late 19th century when Canadian missionaries worked there in the fields of education and health care. Official involvement came in 1947 when Canada was a member of the United Nations Commission supervising free elections in Korea. Formal recognition followed in 1948.

Canada contributed 26,791 troops, the fourth-largest contingent, to the UN Forces in the 1950-53 Korean War, and suffered 516 fatalities.

The most fundamental element in the relationship rests in Canadian support for the political and territorial integrity of the Republic of Korea (South Korea) against the claims of the Democratic People's Republic of Korea (North Korea) to be the sole legitimate government on the peninsula.

During the 1980s, the bilateral relationship has been strengthened by numerous high-level visits. Most recent was the visit of Canada's external affairs minister to Seoul in September 1990 and the Korean trade and industry minister's visit to Canada in April 1991.

These high-level exchanges are reinforced by the presence in Canada of over 80,000 residents of Korean origin; a constant influx of Korean immigrants, particularly in the entrepreneurial class; and travel by people in business, families and, increasingly, tourists.

Annual political consultations at the senior official level provide a useful opportunity to ascertain Korean views on international and regional questions and demonstrate that Canada considers Korea to be a valued partner in dialogue.

In 1989, the trade ministers of each country agreed that consultations should occur regularly. A joint economic and commercial memorandum of understanding has been negotiated and will be signed during the July 1991 visit of President Roh. Annual meetings of the Canada-Korea Business Council also provide a forum for strengthening business contacts and pursuing commercial opportunities.

Trade relations between Canada and Korea are governed by a 1966 bilateral trade agreement and by mutual membership in the General Agreement on Tariffs and Trade. Canada and Korea give each other most-favoured-nation treatment. In addition, Korea is accorded general preferential tariff treatment.

Trade relations have grown considerably since Canada opened its embassy in Seoul in 1973. Korea and Canada were each other's sixth-largest trading partners in 1990; and Canada is the third most important destination for Korean investment. In the Asia and Pacific region in 1990, Korea was Canada's second-largest trading partner after Japan; and third-largest market, after Japan and China.

Coal remains Canada's single largest export to Korea. Canada imports cars, textiles, clothing, footwear, iron and steel products and consumer electronic products.

In December 1990, negotiations were completed on the sale of a second CANDU nuclear reactor to Korea. An air services agreement was signed in September 1989. Cooperation in sports and cultural relations has been growing substantially in past years.

Canada-Korea Trade

Trade figures for 1990 indicate that, in the Asia and Pacific region in 1990, Korea was Canada's second-largest trading partner (after Japan). Overall, Korea was our sixth-largest trading partner. In fact, as an export market, Korea surpassed France, Eastern Europe, and Latin America.

In 1990, Canadian exports amounted to \$1.56 billion, with two-way trade exceeding \$3.8 billion. This is down almost 5 per cent from 1989, when two-way trade amounted to over \$4 billion. This reflects the trend in Canadian trade worldwide.

In the first four months of 1991, Canadian trade with Korea rose 9.3 per cent (to US\$1,151.7 million). Canadian exports to Korea were up 30.3 per cent (to US\$643.2 million), while Korean exports to Canada were down 11 per cent (to US\$508.6 million). This resulted in a trade surplus for Canada of US\$134.7 million, compared to a deficit of US\$78.1 million for the same period in 1990.

Korean exports to Canada consist principally of fully manufactured products, including computers, automobiles, household appliances, footwear and textiles.

Canadian business is seeking increased market access for agricultural products in Korea and access to its financial services market for Canadian banks.

Exports of Canadian resource-based products are led by sales of coal, aluminum, sulphur, uranium, potash, copper and iron ore. In 1990, Canadian mineral exports alone totalled over \$600 million and represented almost half of all Canadian exports to Korea.

Fully manufactured products comprise less than 8 per cent of Canadian exports to Korea.

Specific trade objectives are designed to improve the market share for our resource-based products; gain access for products of the Canadian agro-fish industry; increase export opportunities for Canadian manufactured products in such areas as

defence, aerospace, and biotechnology; improve accessibility for Canadian companies in the services sector; and increase direct investment in Canada by Korea.

To highlight Canadian capabilities in the high technology sectors of telecommunications, electronics and aerospace, External Affairs and International Trade Canada organized a Canada Week in Seoul in March 1988, a smaller event in March 1990, and a Canada Business and Technology Week in November 1990. A similar event is planned for the fall of 1991.

Other initiatives include incoming and outgoing missions, supported by government programs, in the aerospace, defence products, autoparts, energy, telecommunications, instrumentation and processed food sectors.

Recent successes such as the sale of a second CANDU nuclear reactor bode well for future sales in this field. Co-operative ventures in other areas, such as the recent sale by Champion of \$3 million worth of road graders to a Korean construction company for use in the reconstruction of Kuwait, indicate that our two countries can collaborate in mutually developing each other's markets.

In terms of investment, Sammi Steel's recent announcement of the expansion of their facilities at Tracy, Quebec, valued at \$350 million will make it the largest specialty steel manufacturer in the world. This investment expresses the confidence that Korean companies have in the stability of Canada.

The Korean Economy

In the past decade, Korea has had one of the world's fastest-growing economies. Following three consecutive years (1986-88) of double-digit gross national product (GNP) growth, the economy has experienced a number of difficulties in 1990-91.

The Korean economy is going through a period of adjustment as more of the burden for economic growth is placed on domestic consumption, as opposed to the export market – a normal development in any industrialized society. And although inflation is a growing concern, increasing by 9.4 per cent in 1990, the GNP is expected to expand by 9 per cent in 1991.

The fundamentals of the Korean economy remain very strong. Korean workers continue to be among the most highly educated, disciplined and hardest-working in the world, labouring an average of 51 hours per week.

And most indications are that the economy is beginning to make the difficult transition from labour-intensive, low tech products (Korea is the world's third-largest textile exporter) to an increasingly sophisticated, high tech-oriented economy (it is estimated that by the year 2000, over 30 per cent of industrial output will be in the high tech sector).

The Korean economy is predicted to grow at an average rate of 7 per cent through the 1990s. At this rate, Korean trade volume will exceed US\$400 billion by the year 2000 and per capita Korean GNP will be in the range of US\$15,000. This would put Korea on a par with many Organization for Economic Co-operation and Development countries, including the U.K.

Current Economic Issues

The Korean economy performed strongly in 1990, with GNP growth of 9.2 per cent. A four-year run of trade surpluses ended, however, with a trade deficit of US\$4.8 billion (\$69.8 billion in imports, \$65 billion in exports) fueled by increased oil prices, slower growth in exports (up 3 per cent from 1989) and soaring imports (up 14.6 per cent from 1989).

The nation posted a US\$2.1 billion current account deficit in 1990 against a US\$5.1 billion surplus in 1989, the first deficit since 1985 and the largest since 1982.

Economic planners continue to preside over a substantial shift to domestic-led growth. Industrial production has moved ahead briskly. Indeed, in some sectors, production is racing to keep ahead of consumer demand.

Relative peace on the labour front has instilled a renewed confidence in Korea's export industries, which showed steady but less spectacular growth in 1990. At the same time, exports continue a gradual process of falling into a more diverse pattern, with exported goods to North America declining relative to the European Community, Japan and the Association of Southeast Asian Nations.

Relations Between South and North Korea

The peace and continued prosperity of Northeast Asia depend upon a reduction of tensions between South and North Korea.

Since the 1950-53 Korean War, rivalry between South Korea (the Republic of Korea) and North Korea (the Democratic People's Republic of Korea) has been the focal point of tension in Northeast Asia. The republics maintain hundreds of thousands of troops facing each other across the demilitarized zone, leaving the prospect for stability on the Korean peninsula plagued by uncertainty.

The South has achieved diplomatic triumphs by hosting the 1988 Olympic Games and by establishing diplomatic relations with almost every country in Eastern Europe and with 141 countries worldwide. These triumphs culminated in 1990 when the South established diplomatic relations with the U.S.S.R. and working relations with China.

The capitalist economy of the South continues to grow at a record pace, while the centrally planned economy of the North remains stagnant. Furthermore, prosperity in the South has permitted it to narrow the North's military advantage.

Although the U.S.S.R. and China have been North Korea's major military and economic benefactors, their new rapprochement with South Korea and their own economic problems have increasingly left North Korea in isolation.

South and North Korea are technically still in a state of war, with no peace agreement to formally end hostilities. The two Koreas remain almost totally sealed off from each other, dividing more than 10 million Korean families. No cross-border travel is permitted; the two sides have no telephone or mail connections; and there is no exposure to each other's television, radio or print media.

However, trade between the North and the South has recently been sanctioned by the two governments. (The South recently proclaimed a law to facilitate inter-Korean trade.) Trade volume remains limited – only \$22 million in 1989.

Although little has been achieved in various sporadic talks between North and South, there is some recent reason for hope. Since September 1990, the prime ministers of both republics have met three times. There has been no such senior-level contact between the two Koreas since before the Korean War. The meetings, however, have not produced breakthroughs as yet.

The South has maintained its position that the first step in improving relations should be modest confidence-building measures. The South believes that a basic agreement, incorporating specific measures such as an exchange of family visits, free correspondence, and mutual access to radio and television broadcasts must be reached before the political and military issues in a non-aggression pact can be taken up.

The North continues to insist on signing a sweeping non-aggression declaration before moving to discuss specific confidence-building measures. The North's traditional approach to discussions has been to focus on the continued presence of U.S. military forces in the South as the primary impediment to better relations.

In the absence of any major agreement on strategic issues, the two sides continue to exploit sports diplomacy. They struck an unprecedented agreement in February 1991 when they agreed to send unified sports teams to two international athletic events. And, recently, the two sides agreed to seek membership in the UN this year, ending decades of confrontation on this issue.

Canada has developed friendly ties with South Korea to the point where it has become our second-largest trading partner in the Asia Pacific region. Canada neither recognizes nor has diplomatic relations with the North Korean regime and has little commercial or other interests in the North.

Republic of Korea Fact Sheet

Basic data

Area	99,117 km ²
Population	42.8 million (1990)
Capital	Seoul, estimated population 11 million (1990)
Language	Korean

Political data

System of government	Constitutional republic with elected National Assembly and power centralized in an executive president
President	Roh Tae-Woo
Prime minister	Chong Won-Shik
Minister of foreign affairs	Lee Sang-Ock
Minister of trade and industry	Lee Bong-Suh

Economic data

GNP	US\$230 billion (1990)
	Growth 9.2% (1990)
	Estimated growth 9% (1991)
	Per capita GNP US\$5000 (1990)
Currency	Korean won (W)
Exchange rate	C\$1 = 630 won (June 1991)
Inflation rate	9.4% (1990)
Unemployment rate	2.4% (1990)

Trade data

Value of Korean trade with Canada (C\$ million)

	1986	1987	1988	1989	1990
Exports	1749	1844	2272	2441	2252
Imports	958	1167	1200	1592	1563
Balance	791	676	1072	849	689
Total	2707	3011	3472	4033	3815

Major Korean imports from Canada Coal, aluminum, sulphur, uranium, potash, ores, iron and steel, wood pulp, telecommunications

Major Korean exports to Canada Computers, vehicles and parts, electronic equipment (televisions, VCRs), footwear, textiles and accessories, clothing, iron and steel

Value of Korean world trade (US\$ billion)

	1986	1987	1988	1989	1990
Exports	34.7	47.3	61.2	62.4	65.0
Imports	31.7	41.0	51.4	61.4	69.8
Balance	3.0	6.3	9.8	1.0	(4.8)

Korea's major trading partners (1990)

Exports

1. U.S.
2. Japan
3. Hong Kong
4. F.R.G.
5. U.K.
6. Canada
7. China

Imports

1. Japan
2. U.S.
3. F.R.G.
4. Australia
5. Malaysia
6. Canada
7. China

Diplomatic representation

Canadian representation in Korea
 Korean representation in Canada

Ambassador Brian Schumacher
 Ambassador Park Kun-Woo